L'Anarcho-Syndicaliste n°23
mars-avril 1978
Organe de l'Union des Anarcho-Syndicalistes

LES CITOYENS VOTENT... LES TRAVAILLEURS LUTTENT...

Les élections législatives des 12 et 19 mars ont confirmé dans leur fonction à la direction de l'Etat les partis de droite, expression directe des intérêts de la bourgeoisie. L'échéance d'un exercice du pouvoir par les partis de gauche, se réclamant de la classe ouvrière, se trouve donc repoussée et cette ambition s'est traduite par un échec.

La raison la plus évidente de cet échec est la rupture de l'union de la gauche à laquelle le P.C.F. a œuvré savamment depuis six mois, dans l'intention délibérée de substituer à l'union de la gauche celle du «peuple de France», incluant une droite parlementaire maintenue dans l'intégralité de ses forces. Dans l'optique de cette stratégie, ayant pour but d'assurer l'Ordre plus efficacement, on ne peut parler d'un échec du P.C.F. qui, au contraire, enregistre un succès.

La seconde raison qui a empêché la gauche d'obtenir une majorité aux élections réside dans la nature même du «parti socialiste» issu d'Epinay, dont les performances sont restées nettement en deçà des résultats escomptés. «La planification démocratique» paralysant les syndicats, l'Autogestion instituant les structures d'un néo-corporatisme, le sabordage de l'école laïque au bénéfice d'une école «pluraliste», les propositions de solutions «qualitatives» opposées aux revendications quantitatives, tous ces projets inspirés en fait du catholicisme social ont suscité à juste titre la méfiance de toute une catégorie de travailleurs.

C'est pourquoi la défaite de l'union de la gauche ne saurait en aucun cas être assimilée à une défaite des travailleurs.

A cet égard, les attentats qui ont marqué les dernières semaines en Europe, indépendamment des possibilités de provocation qu'on ne peut exclure, doivent mettre en garde contre des réactions de désespoir, dont l'effet le plus sûr est de ressouder l'union sacrée derrière l'autorité de l'Etat et d'encourager la répression contre la classe ouvrière.

Pas davantage ne se justifierait, au lendemain des élections, la résignation des travailleurs qui vont devoir affronter, dans les mêmes conditions qu'avant le 20 mars, les mêmes problèmes concernant notamment le chômage et les salaires. Comme avant les élections leur seul véritable recours demeure l'action directe, organisée par leurs syndicats dont les forces sont intactes.

Les citoyens votent, les travailleurs luttent. Certes, les militants de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de la F.E.N. auront à surmonter dans leurs rangs le sentiment de déception consécutif aux engagements affirmés dans la campagne électorale par leurs dirigeants nationaux qui, au mépris de l'indépendance syndicale, ont pris le risque d'entraîner leurs organisations dans la défaite des partis de gauche. (Ce qui explique la précipitation avec laquelle les mêmes dirigeants se rendent à l'Elysée la semaine suivant les élections.).

Mais les travailleurs devront aussi éviter de nouvelles embûches qu'il est dès maintenant facile de prévoir. Ne parle-t-on pas de la perspective d'un «troisième tour» social que les syndicats, prenant la relève des partis, auraient la charge d'organiser. Il s'agirait sur la base de revendications comportant la «participation» comme élément essentiel d'un nouveau pacte social, éventuellement assorties d'une série de grèves fragmentées et tournantes, de préparer à moyen terme l'élargissement de la majorité parlementaire envisagée de longue date par Giscard d'Estaing. L'opération aurait pour objectif d'une part de présenter l'ouverture à gauche comme une victoire des «forces populaires», d'autre part de dissoudre la combativité ouvrière dans une agitation du style des «journées d'action» C.G.T. - C.F.D.T., elle permettrait enfin l'instauration, à la suite des conseils d'école, des diverses structures néo-corporatistes remettant en cause la place et l'existence des organisations ouvrières.

Dans ces conditions, plus que jamais, il importe que les travaiUeurs assurent le contrôle rigoureux de leurs luttes en renouant avec la tradition des comités de grève élus, seul moyen susceptible d'empêcher l'usurpation de leur combat pour des objectifs étrangers et finalement opposés à leurs intérêts.

Comité Fédéral de l'U.A.S. (23-3-1978)

APRES LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES LA CLASSE OUVRIÈRE INVAINCUE...

Depuis Fernand Pelloutier, les anarcho-syndicalistes savent à quoi s'en tenir sur les *«irréalisables promesses de la politique»*. Certes, dans une guerre on n'a pas toujours le choix du terrain mais il n'est jamais indiqué de choisir systématiquement et de privilégier le terrain de l'ennemi. Or, le terrain électoral, qu'il s'agisse de la démocratie parlementaire ou, plus encore, du système plébiscitaire remis en honneur par De Gaulle, appartient en propre à la bourgeoisie qui en fait le fondement même de la légitimité de l'état que, patiemment, et grâce à un effort séculaire elle a édifié pour la défense de ses intérêts de classe.

D'ailleurs ceux qui à l'usine ou sur les chantiers vendent leur force de travail ne s'y sont pas trompés et, avec un sûr instinct de classe, restituent au terrain électoral ses justes dimensions. Même s'ils votent, ils font beaucoup plus confiance à l'action directe et à leurs syndicats pour assurer la défense de leurs intérêts de classe.

Bien évidemment, cela ne signifie pas que les anarcho-syndicalistes nient l'importance des élections, ce qui reviendrait à nier le rôle et la place de l'état. Or, l'état, mieux que quiconque, les anarcho-syndicalistes le connaissent. Dans le dur combat, qu'internationalement, il leur a fallu mener pour la défense des intérêts ouvriers, toujours ils l'ont trouvé devant eux... tantôt doucereux et «prêt à la concertation», tantôt brutal et sanglant, toujours fidèle gardien des intérêts généraux de la bourgeoisie.

Mais dans la mesure où les élections tendent à une nouvelle répartition des cartes parmi les «hommes d'état» qui, directement ou non s'apprêtent à servir les intérêts de la bourgeoisie, la classe ouvrière, quant à elle, a intérêt à connaître les hommes qu'elle va trouver devant elle et la nature des armes qu'ils vont être amenés à utiliser pour tenter de la réduire à merci.

D'où la nécessité d'une étude attentive de la situation politique née des scrutins des 12 et 19 mars 1978.

L'union de la Gauche battue, la classe ouvrière invaincue:

Les, choses sont parfaitement claires et les votes des «bastions ouvriers» le prouvent. Il faut faire preuve de l'infantilisme politique de la petite bourgeoisie (dont André Henry, l'actuel secrétaire de la F.E.N., qui considère comme positif le pacte espagnol de la Moncloa qui, selon lui, «conduit tous les partis politiques à adopter une stratégie d'union, justement pour préserver les chances de la démocratie...»! est un des plus beaux fleurons) pour identifier classe ouvrière et union de la gauche. Certes, il est probable que nombreux furent les ouvriers (mais pas assez pour lui donner la victoire) qui ont voté pour la «gauche» sans pour autant et, en aucune manière, s'identifier à elle. Mieux, de plus en plus nombreux sont les ouvriers qui aujourd'hui auraient tendance à mettre politiciens de droite et de gauche dans le même panier.

Les rendez-vous de Giscard ou “Entre gens bien élevés”:

Les résultats des élections étaient à peine décomptés que Giscard envoyait ses invitations (directe et personnelles comme l'a fait remarquer Mitterrand) et tout le monde (Séguy et Marchais compris) de se précipiter à l'Elysée!...

L'attitude de Marchais et de Séguy n'a pu surprendre que les gogos qui croient au «polycentrisme» ou à «l'euro-communisme» autrement dit qui s'imaginent que l'appareil international du stalinisme s'est gentiment dissous pour laisser la place à des partis nationaux staliniens agissant pour leur propre compte et chacun à sa guise dans leur pays respectif.

Or, la réalité est toute autre: la stratégie des P.C. nationaux reste étroitement subordonnée aux besoins de la bureaucratie du Kremlin. Dans ces conditions, on ne voit pas pourquoi le P.C.F. ferait cavalier seul et appliquerait une politique différente de celle mise en œuvre par les P.C. italien, portugais ou espagnol qui, chacun à leur façon, collaborent ouvertement avec leur propre bourgeoisie pour tenter d'interdire à la classe ouvrière d'intervenir sur son propre terrain.

Qu'on ne s'y trompe pas, le chassé-croisé de l'Elysée tend à nous préparer une situation à l'italienne.

Le 3ème tour social:

C'est ce que la grande presse appelle d'ores et déjà le 3ème tour social. De quoi s'agit-il ?

Selon ces messieurs, le premier tour aurait donné la majorité des voix à «la gauche», le deuxième tour la majorité des sièges à «la droite».

Certains gaullistes avisés comme M. Maurice Duverger imaginent déjà un retour à un scrutin proportionnel qui donnerait la majorité aux appareils dirigeant le P.C.F. et le P.S.F. (Parti Socialiste Français).

Mais en attendant les jours bénis de la proportionnelle, le rôle des appareils risque d'être dangereusement réduit d'autant que Chirac et les chiraquiens ne jouent pas le jeu et font preuve de beaucoup d'appétit.

Conclusion et, toujours selon ces messieurs, imaginons un «troisième tour» qui permettrait (dans une certaine mesure) de réintroduire dans le circuit les vaincus des élections législatives et les associerait le plus directement possible aux tâches du maintien de l'ordre capitaliste et bureaucratique.

Mais quels moyens pour obtenir ce résultat?

Bonnes gens, observez ce qui se passe en Italie, puis lisez attentivement ce qu'écrivent Mitterrand, Marchais, Edmond Maire, Séguy et l'inévitable mouche du coche: André Henry en deuil d'un ministère, et vous serez pleinement édifiés sur ce qu'on voudrait faire avaler à la classe ouvrière française.

Le néo-corporatisme:

Jusqu'à maintenant, nous étions à peu près les seuls à parler de néocorporatisme, ce qui nous a valu les sarcasmes de certains esprits forts, qui, dans le meilleur des cas, nous taxaient de «passéisme»... et pourtant, un Ultra-Montain, Bruno Trentin, secrétaire de la C.G.I.L. (C.G.T. italienne), membre du P.C.I. ... la *«Tribune socialiste»* du 16 juillet nous apprend que:

«Nouveau secrétaire de la C.G.I.L. (la C.G.T. Italienne), Bruno Trentin participait le 24 juin dernier à un débat organisé par la Maison populaire de Montreuil et la revue Dialectiques (sur le thème: «démocratie de base - démocratie représentative et place des association dans le mouvement populaire à partir de l'exemple italien». Devant 600 personnes (dont Althusser), Bruno Trentin centra son long exposé introductif sur le rôle du mouvement syndical italien face à la crise.

Pour Bruno Trentin, la crise italienne pose un problème central: celui des rapports de pouvoir. Cette crise institutionnelle porte en germe la transformation de l'Etat. L'Italie est dans une phase de transition où s'affrontent, au niveau de l'Etat, le «vieux» et le «nouveau». Ce vieux monde qui se disloque, c'est celui de la bureaucratie centralisatrice, du clientélisme politique. Ce nouveau monde qui émerge, c'est la multiplication d'embryons de pouvoir populaire à la base. Les structures étatiques sont en crise: que ce soit l'école, le logement, la santé.

Cela a conduit le mouvement syndical à mettre en avant des revendications de contrôle: sur la consommation et les prix, sur le secteur nationalisé, sur l'orientation des investissements industriels et agricoles. Cela implique un changement des structures de décision dans la production qui modifiera tous les équilibres de pouvoir, y compris au niveau de la «société civile». Trentin rappela alors les réformes que propose la C.G.I.L.: décentralisation et gestion sous le contrôle des travailleurs; politique de planification s'appuyant si besoin sur des mesures de coercition au niveau des investissements.

Ces propositions s'intègrent dans une stratégie qui se définit par une critique assez dure de la gauche des partis qui maintient une vision traditionnelle du pouvoir central. En fait, la C.G.I.L., par la voix de Trentin, souhaite un modèle où l'Etat et ses institutions soient en interaction avec des organes de démocratie de base. Les moyens tactiques à utiliser seraient:

- la cogestion des investissements dans l'entreprise par le mouvement syndical;

- la «gestion corporative» de l'Etat sur la base d'une concertation triangulaire entre patronat, mouvement syndical et exécutif étatique. L'objectif est de mettre les institutions traditionnelles devant le fait accompli».

Camarades, vous avez bien lu: Bruno Trentin (l'équivalent en Italie de Georges Séguy en France et secrétaire d'une «grande centrale unique et démocratique» dont rêve André Henry) propose comme «moyen tactique» la «gestion corporative de l'état», l'objectif étant de mettre les institutions traditionnelles devant le fait accompli.

A quand la «marche sur Rome» et la réhabilitation de Bénito Mussolini?

Mais en tous temps et en tous lieux, qu'il s'agisse de l'Italie de Mussolini, du Portugal de Salazar, de

l'Espagne de Franco ou de l'Allemagne nationale-socialiste la «gestion corporative» de l'Etat n'a jamais poursuivi qu'un seul objectif: détruire les organisations ouvrières en tant que telles pour leur substituer de prétendus syndicats «associés» à la gestion de l'économie capitaliste.

La «gestion corporative de l'Etat» proposée par le stalinien Trentin n'échappe pas à cette finalité. Il suffit de lire «Le Monde» qui nous apprend qu'en Italie:

«pour réaliser le plein emploi à moyen terme, les trois principales confédérations (C.G.I.L., C.I.S.L. et U.I.L.) réclament d'être associées à une programmation économique sérieuse...

Les syndicats acceptent en revanche que les travailleurs supportent un certain nombre de contraintes: modération des augmentations salariales lors du renouvellement des conventions collectives, et leur étalement sur trois ans; possibilité de changer les travailleurs de poste, d'entreprise et même de secteur par le biais d'une agence de l'emploi; limitation à un an de la prise en charge par la caisse de chômage partiel; fin du cumul intégral de l'indemnité de départ (la «liquidation») avec les pensions de retraite».

Nous retrouvons ici les idées exprimées par André Henry dans la motion d'orientation du dernier congrès de la F.E.N.:

«Cette aspiration à la maîtrise par chacun de son travail et de sa vie s'est ces dernières années résumée et cristallisée dans le terme «d'autogestion». Au-delà des débats nés autour de ce mot, nous avons à définir une pratique qui satisfasse concrètement cet espoir:

- au niveau des entreprises et des services collectifs par la participation à la gestion de ces services de leurs travailleurs et de leurs usagers. La F.E.N. réaffirme sa volonté de voir le service public et laïc d'éducation géré d'une manière tripartite par l'Etat, les personnels d'éducation et les usagers, dans le cadre d'une nationalisation laïque de l'enseignement.

- au niveau de la vie locale, par une décentralisation des décisions réalisant un équilibre entre les aspirations locales à une capacité accrue d'initiative et de gestion, ainsi que la prise en compte des identités régionales (y compris dans leur expression culturelle), et les exigences de la collectivité nationale».

Sans oublier les thèmes habituels de: *«...la mise en œuvre d'une planification souple et démocratiquement élaborée...»* et de *«...la réflexion sur la nature de notre croissance...»*.

Il est vrai également que le rédacteur du «Monde» ajoute:

«Il n'est pas facile de comprendre, de l'étranger, les syndicats italiens. Leurs dirigeants ont un niveau de culture élevé et une origine sociale souvent très différente de celle de leurs homologues français».

Ce qui devrait faire plaisir au distingué secrétaire de ce que Serge Mahé baptisait fort justement la *«nouvelle F.E.N.»* et qui de par son *«niveau de culture»* devrait se sentir proche des dirigeants italiens.

Mais tout ce beau monde devrait se rappeler que nous sommes en France où *«la gestion corporative de l'Etat»* suppose d'abord la neutralisation des réformistes de la C.G.T.-F.O.

Nul n'ignore les efforts déployés par le secrétaire de la nouvelle F.E.N. et quelques autres pour tenter de convaincre André Bergeron et ses camarades de se joindre au front auto-gestionnaire (de Giscard à Marchais). Jusqu'à preuve du contraire, ces efforts seraient demeurés vains. Alors, en France... la gestion corporative de l'Etat!...

Alexandre HÉBERT.

TOUJOURS ENTRE GENS BIEN ÉLEVÉS...

«L'Humanité», dans son numéro du 24 mars 1978, rend compte, avec beaucoup de bienveillance, des activités de la F.E.N. même lorsqu'il s'agit d'aider les travailleurs tchèques. Décidément l'union nationale exige de bien gros sacrifices. Mais qui veut la fin (l'unité des appareils) veut les moyens.

«La commission administrative de la F.E.N. s'est réunie hier à Paris... Elle estime que dans le domaine de l'éducation, la manière dont le gouvernement a prétendu imposer la loi Haby (...), a rendu illusoire toute véritable concertation... La commission administrative a décidé diverses actions dans les prochains mois: un colloque sur la santé dans l'Education nationale, une conférence nationale sur la place du service public dans la formation continue, des états généraux pour la promotion culturelle, et une journée d'action sur le sport universitaire.Le secrétaire général de la F.E.N. a remis à la presse une déclaration faite devant les

membres de la commision administrative, mais non soumise au vote. André Henry dénonce “la campagne basée sur le mensonge, l'intoxication et la dramatisation” qui a conduit “les partis d'opposition à avoir la majorité des voix au premier tour et la majorité sortante à conserver celle des sièges au second tour».

André Henry a repris enfin ses accusations contre le P.C.F.

La F.E.N. a décidé de développer une campagne de solidarité à l'égard des travailleurs tchécoslovaques privés d'emploi pour avoir signé la «charte 77», elle s'élève également contre la répression qui frappe, en U.R.S.S. les ouvriers qui, avec Vladimir Khlebanov, ont créé un syndicat indépendant».

UNION DÉPARTEMENTALE «FORCE OUVRIÈRE» DE LOIRE-ATLANTIQUE...

En Loire-Atlantique la C.G.T.-F.O. s'adresse au milieu enseignant.. Sous publions ci-dessous le texte de l'appel édité par l'Union Départementale Force Ouvrière de Loire-Atlantique.

AUX ENSEIGNANTS:

A l'occasion des élections au Conseil de l'Enseignement Général et Technique, en décembre dernier, un déplacement des voix du S.N.I.-P.E.G.C. en direction de «Force Ouvrière» s'est nettement manifesté.

Ce phénomène correspond à une situation nouvelle dont prennent conscience des enseignants de plus en plus nombreux.

En effet, de toutes les organisations soutenant le C.N.A.L. depuis sa création, la Confédération «Force Ouvrière» est la seule à avoir maintenu une politique constante de défense de la laïcité, de l'école laïque et des enseignants.

Déjà au moment des municipales, en février 1977, alors que pour la première fois Ies C.D.A.L. ne sollicitaient aucun engagement de la part des candidats, le Comité Confédéral National «Force Ouvrière» rappelait:

« Nous restons fidèles à la formule qui est celle du C.N.A.L.: A Ecoles Publiques fonds publics, à Ecole privées fonds privés» (C.C.N. du 12-2-77).

Devant l'offensive sans précédent que représente la mise en place des Conseils d'Ecole qui livrent l'école laïque et les enseignants aux groupes de pression avec l'approbation des dirigeants nationaux du S.N.I. et de la F.E.N., partisans de l'autogestion et de la gestion tripartite de l'Education Nationale, la Confédération «Force Ouvrière» a pris une position sans ambiguïté:

«Nous sommes résolument hostiles aux Conseils d'Ecole, aux Conseils d'ateliers préconisés par E. Maire...» (A. Bergeron, le 9-9-77).

Enfin, dans la période précédant les élections législatives, «Force Ouvrière» est la seule organisation qui ait mis en pratique le principe d'indépendance par rapport aux partis politiques, tandis que les responsables de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de la F.E.N. intervenaient directement, par leurs déclarations, dans la campagne électorale.

Dans son *«Manifeste pour l'indépendance syndicale»*, Force Ouvrière affirme:

«Le Mouvement syndical authentique ne saurait, sous peine de perdre son indépendance, s'engager dans l'action politique des partis que ce soit sur le plan électoral ou sur le plan d'un programme de gouvernement... Il appartient au syndicalisme - organisation de classe - de défendre les intérêts particuliers de la classe ouvrière... Dans cet esprit, fidèle en cela aux décisions de ses congrès, la C.G.T. - F.O. condamne tout système d'encadrement et de conditionnement qui, sous prétexte de participation, de démocratisation de l'économie, d'autogestion dans l'entreprise, conduirait à un corporatisme dangereux et à la mise en cause des possibilités d'action des travailleurs».

Pour ces raisons, les enseignants se tournent, en nombre croissant vers la Fédération Nationale de l'Education et de la Culture Force Ouvrière, parce que la F.N.E.C. et son *Syndicat des Instituteurs Force Ouvrière*, liés organiquement au mouvement ouvrier, représentent une force qui apparaît aujourd'hui comme la seule susceptible de défendre efficacement le statut laïque de l'école et les intérêts des enseignants plus que jamais menacés.

Pour le Bureau de l'U.D.
***Le Secrétaire Général,* Alexandre HÉBERT.**

LE SENS DE NOTRE COMBAT...

Sous ce titre, Roger Sandri, secrétaire confédéral, traitait dans «F.O. - Hebdo» du 15 février, en pleine période électorale, des problèmes auxquels le syndicalisme se trouve confronté en France comme en Italie. Nous publions un large extrait de cet article qui reprend des thèmes sur la base desquels les anarcho-syndicalistes luttent dans les syndicats et cherchent à réaliser partout où cela est possible un courant lutte de classe avec d'autres tendances du mouvement ouvrier.

«...Dans cette période passionnée, il n'est pas inutile de rappeler les principes constants de la C.G.T.-F.O. tant il est vrai, encore beaucoup plus qu'à l'accoutumée, que nombreux sont ceux qui voudraient voir s'engager notre syndicalisme hors de sa voie traditionnelle.

Y contribue tout d'abord notre environnement syndical: les uns par destination, les autres par aventurisme, irresponsabilité ou prétention à vouloir jouer un rôle «historique».

DES THÉORIES FALLACIEUSES

Il y a ensuite tous les faiseurs de systèmes, qui veulent transformer les rapports sociaux naturellement conflictuels en une sorte d'œcuménisme où la lutte des classes laisserait sa place au bien commun universel.

Il y a les adeptes de la démocratie tout azimut qui, sous prétexte d'associer le syndicalisme à l'élaboration des décisions prises au niveau de l'entreprise, de la commune, de la région, de l'Etat, ont comme objectif, au nom d'une démocratie dite participative, son intégration et la remise en cause de son droit permanent à la contestation.

Il y a ceux - et ce sont souvent les mêmes - qui, dans la recherche d'une solution aux problèmes économiques du monde moderne, voudraient sortir le système de planification du champ de la production, qui est sa limite, pour l'étendre à celui de la consommation. De là sont mises en avant les grandes théories sur la politique autoritaire des revenus, à laquelle nous nous sommes toujours opposés et à laquelle nous nous opposerons quelles que soient les circonstances.

Toutes ces théories fallacieuses, y compris celle des pouvoirs, ne datent pas d'hier.

Mussolini, l'inventeur du fascisme, présentait le programme d'action de son mouvement le 23 mars 1919 à Milan. Il réclamait entre autres:

"Pour les travailleurs, le droit à la gestion des entreprises et le contrôle de l'industrie - la remise des terres aux paysans - la dissolution des sociétés anonymes - la suppression de toutes spéculations boursières et bancaires - le prélèvement sur le capital - l'autonomie communale et régionale".

Ces déclarations ultra-gauchistes devaient déboucher sur vingt années de dictature, en servant d'exemple aux Salazar, Hitler, Franco, Pétain, pour ne citer que les plus célébrés.

Ne sacrifiant pas à la mode, nous tirons les enseignements de l'histoire afin qu'elle évite de nous repasser le même plat. Ceci nous amène à répéter qu'à tous ces systèmes où s'entremêlent la démocratie participative, la planification démocratique, la démocratie économique, mais qui font finalement transparaître la panacée autogestionnaire, nous préférons tout simplement la vieille démocratie dite de délégation».

INDISPENSABLE INDÉPENDANCE:

Dans ce système, il n'y a aucune confusion entre le rôle nécessaire, indispensable des partis politiques et la fonction de l'organisation syndicale.

Dans l'opposition, les partis politiques informent le citoyen, ils font obstacle à la tendance naturellement coercitive de l'Etat, l'Etat étant coercitif par nature et par définition, y compris lorsque, servant de camouflage à l'Etat policier, il s'intitule abusivement «Etat ouvrier» ou «Etat prolétarien».

Quand ils accèdent au pouvoir pour gouverner, les partis précédemment dans l'opposition sont amenés à faire la synthèse des intérêts particuliers au nom de l'intérêt général, alors que le rôle de l'organisation syndicale sera de continuer à agir sur son propre terrain, c'est-à-dire sur un terrain de classe, pour la défense des intérêts des salariés.

Maintes références historiques nous ont appris que l'intérêt général ne correspondait pas toujours aux intérêts particuliers de la classe ouvrière, même quand les ministres staliniens, alors associés aux divers gouvernements de l'après-guerre, demandaient aux travailleurs, au nom de l'intérêt général, de «retrousser leurs manches», «de produire d'abord et de revendiquer ensuite». C'est ce que demandent actuellement à la classe ouvrière italienne le parti communiste italien et sa filiale syndicale, la C.G.I.L.».

Roger SANDRI,
Secrétaire confédéral.

FÉDÉCHIMIE CGT-FORCE-OUVRIÈRE: DECLARATION DU BUREAU FÉDÉRAL

«Défendre les intérêts de classe des seuls travailleurs, c'est la vraie démarche syndicale. Cette démarche ne peut valablement s'effectuer que par les travailleurs eux-mêmes, regroupés dans une organisation syndicale libre et indépendante. Ce syndicalisme authentique, dont les travailleurs ont le plus pressant besoin, ne peut se permettre l'erreur de confondre son rôle - même circonstanciellement, ou «opportunément» - avec celui des partis, des sectes, des religions, des pouvoirs en place, du patronat parce que ce serait en contradiction avec les raisons de son existence et avec ses buts.

L'histoire du mouvement syndical ouvrier est suffisamment «riche» d'enseignements, d'exemples, qui montrent que la confusion des rôles Syndicats-Partis a toujours eu comme conséquence de diviser les travailleurs, de les placer ainsi en situation de faiblesse face aux patrons et pouvoirs en place. Utiliser les syndicats comme un complément de force, un moyen pour atteindre des objectifs de politique strictement partisane, c'est utiliser les travailleurs contre eux-mêmes, contre leurs intérêts de classe, qui ne peuvent être confondus, noyés, avec d'autres intérêts contradictoires que le politique en tant que tel prend en compte pour les besoins de sa cause parce que tous les bulletins de vote sont «bons»...».

(23-3-78)

NOUVELLE BRÈVE DE BRETAGNE: PRIEZ POUR EUX...

En France, depuis qu'on a du pétrole, on n'a plus d'idée. C'est du moins le sentiment qu'expriment les Anglais dans le *«Daily Express»*:

«Il semble que les Français n'ont pas fait grand'chose si ce n'est arrêter le malheureux capitaine de l'«Amoco-Cadiz». Il est assurément inexcusable de la part des Français de refuser l'aide de compagnies américaines spécialisées dans la pollution pétrolière, et de tenir à utiliser leur propre détergent, qui est dangereux pour la faune marine, au lieu du produit britannique, qui ne présente aucun risque».

Mais Bécam, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur dément avec véhémence: *«Il est hors de question d'utiliser des produits détergents»*. On n'a donc rien utilisé. Faute de mieux les pouvoirs publics ont eu recours aux mots, comme toujours. On a annoncé un *«pétardement»* qui n'a pu être réalisé, à cause du vent qui a fait le même travail avec moins de bruit.

Généreusement publicitée par la télévision l'opération *«Polmar»* a suscité un large mouvement de solidarité qui s'est traduit par la présence sur les plages polluées de quelques groupes de jeunes, apparamment bien intentionnés, avec leurs boîtes de carton et leurs chiffons. Mais le week-end de Pâques passé le ministère de l'intérieur a exprimé des réserves sur ce genre de participation sous prétexte de problèmes d'encadrement et d'assurance; doit-on voir là un rapport avec la manifestation de 15.000 personnes à Brest le lundi après-midi?

Toujours est-il que, pour le gros du travail de pompage, on s'est orienté vers les recours traditionnels que constituent l'armée et la main-d'œuvre paysanne locale dûment rémunérée, utilisant les mêmes palliatifs qu'il y a 11 ans, rien de nouveau n'ayant été prévu depuis le naufrage du *«Torrey-Canyon»* et des autres.

La C.F.D.T., suivie par la C.G.T. et la F.E.N., organisent un rassemblement le 1er avril et dénoncent les conséquences de *«la loi du profit-maximum»*, comme si la loi du profit pouvait être autre que la recherche du profit *«maximum»*. Et E. Maire saisit l'occasion pour mettre en cause *«un système basé sur la croissance incontrôlée»*, selon les recommandations formulées en 1972, à la Communauté Economique Européenne de Bruxelles par l'économiste bourgeois Mansholt qui préconisait logiquement *«une diminution du bien-être matériel».*

Précisément, la question qui se pose directement aux pêcheurs, et indirectement à tous les contribuables est de savoir qui paiera les dégâts et préjudices. On ne saurait être plus clair sur ce point que Maître Lepage-Jessua qui expose:

«C'est très simple à comprendre, la Convention de Bruxelles qui régit les problèmes de responsabilité civile du fait de pollution par hydrocarbures limite le montant de la réparation».

Cela veut dire que les sociétés capitalistes Shell, Tovaio et Cristal, protégées par la Convention de Bruxelles, ne paieront qu'un forfait. Pour le reste...

L'O.R.T.F. ne manquera pas, une fois encore d'exhorter les grands sentiments nationaux. Et son organe officieux *«Télé 7 jours»*, dans son numéro du début avril, y contribue déjà sous la forme de cette belle épitaphe:

« Le malheur et ses images atroces se sont abattus sur la Bretagne... Devant les photos de la tragédie, tous les Français sont solidaires avec les Bretons pour prier afin que leur côte ne soit pas rayée de la carte des merveilles du monde».

Pauvres pécheurs.

CONTRE L'UNION NATIONALE EN ESPAGNE: LA C.N.T.

Le militant anarchiste Agustin Rueda est mort en prison, à Madrid, des suites *«d'interrogatoires»*.

La C.N.T., seule organisation ouvrière à se battre réellement contre le *Pacte de la Moncloa* est l'objet de provocations policières tendant à la discréditer aux yeux de la classe ouvrière, pour freiner son développement.

Pendant ce temps, l'U.G.T. et les commissions ouvrières de Catalogne appellent les travailleurs à cesser le travail une heure le 5 avril, dans le cadre de la journée d'actions pour le plein emploi, organisée par la *Confédération Européenne des Syndicats*. Dans l'appel commun U.G.T.-C.O., nous lisons dans l'exposé des motifs, que ces deux centrales sont d'accord pour constater *«la gravité de la crise économique, notamment, par l'augmentation du chômage, la baisse du pouvoir d'achat, la non application par le gouvernement des points les plus positifs du pacte de la Moncloa...».*

Quand on sait que le pacte de la Moncloa est essentiellement caractérisé par l'interdiction d'augmenter les salaires au-dessus d'un niveau fixé par le gouvernement (en France, cela s'appelle la politique des revenus) et par la liberté pour les employeurs de licencier sans avoir de compte à rendre, on mesure l'ampleur des contradictions (le mot est faible, mais restons corrects!) dans lesquelles se débattent les organisations syndicales soumises aux bureaucraties des partis qui ont lié leur sort à celui du consensus social, du compromis historique.

En Espagne, c'est justement à travers ce Pacte de la Moncloa que se traduit dans les faits la tentative d'associer la classe ouvrière à la gestion de la société capitaliste en crise. Le plus fidèle soutien de cette opération de trahison des intérêts de classe, c'est, là aussi, le parti communiste, et sa courroie de transmission, les commissions ouvrières.

Dans ces conditions, demander à la classe ouvrière d'agir pour l'application correcte de l'accord de la Moncloa, c'est lui demander d'agir pour renforcer encore davantage son exploitation: c'est une trahison.

D'autant que la situation politique est loin d'avoir évolué aussi rapidement que ne le laissent supposer les mass média.

Dans un récent article, la camarade Federica Montseny a tout à fait raison d'écrire que *«malgré certaines apparences, nous ne devons pas nous leurrer. La réalité, c'est qu'en Espagne, toutes les structures et les forces existantes sous le franquisme, restent en place et en vigueur. Il y a des changements superficiels: mais au fond, rien, ou presque rien n'a changé. Les municipalités sont les mêmes qu'installa le franquisme: aujourd'hui encore, pour toutes démarches, il faut s'adresser à la bureaucratie organisée par le franquisme. Les polices, les gardes civils, la majeure partie des gouverneurs militaires sont les mêmes que sous Franco... obéissant à Madrid, c'est-à-dire à la monarchie».*

C'est donc dans ce contexte particulièrement difficile que la C.N.T. poursuit son effort de réorganisation, en même temps qu'elle est de plus en plus présente dans les conflits et les grèves que ne manquent pas de déclencher ceux des travailleurs qui n'acceptent pas le pacte social, et qui luttent pour leurs revendications.

Etant bien entendu, que fidèle à son orientation anarcho-syndicaliste, la C.N.T. ne manque pas d'exprimer en permanence, que l'action revendicative n'est qu'un aspect du combat plus général que doit mener la classe ouvrière pour son émancipation intégrale, par l'instauration d'une société sans classes et sans état. Société que la C.N.T. et la F.A.I. ont entrepris de construire, avec succès en 1936-1937, et objectif auquel nos camarades ne renoncent pas.

Mais dans l'immédiat, tant que les conditions de cette transformation ne sont pas créées **(1)**, la C.N.T. peut et doit être l'organisation ouvrière, indépendante, pratiquant l'action directe, dont les travailleurs ont besoin. Il ne fait aucun doute que le développement de la C.N.T. d'Espagne peut permettre un renforcement de l'anarcho-syndicalisme international.

Nos adversaires l'ont eux aussi compris, et pour cette raison tentent, et tenteront par tous les moyens de neutraliser la C.N.T.

Il nous appartient de ne pas laisser faire. Le comité fédéral de l'U.A.S., qui poursuit patiemment son travail d'information a décidé de l'intensifier. Un document complet relatant les obstacles auxquels se heurte la C.N.T., les provocations qu'elle subit, sera largement diffusé incessamment dans le mouvement ouvrier et les syndicats.

Il nous faut rompre le mur de silence qui entoure nos camarades, ce qui est un des moyens à notre portée, permettant un développement de notre courant, en même temps qu'une action de solidarité concrète. Par les temps qui courent, c'est loin d'être négligeable.

J. SALAMERO.

(1) Ce qui pose évidemment le problème de l'existence d'un mouvement révolutionnaire à l'échelle internationale, car la révolution sociale dans un seul pays est une entreprise vouée à l'échec.

ON ASSASSINE TOUJOURS DANS LES PRISONS D'ESPAGNE

(ARTICLE EXTRAIT DE L'HEBDOMADAIRE ESPAGNOL «CAMBIO 16» n°329)

Interrogatoires à Carabanchel. Mort «accidentelle» d'un anarchiste

Dans la matinée du 14 mars mourait au Centre pénitencier de Carabanchel de Madrid le jeune Agustin Rueda Sierra. Agustin est mort après plusieurs heures d'interrogatoire aux mains de fonctionnaires de Corps des Prisons. La mort d'Agustin que l'autopsie attribue à un «choc traumatique» sans en spécifier les causes a coûté la suspension du directeur en présence duquel selon quelques versions furent effectuées les interrogatoires.

«Mais il ne suffit pas de suspendre le directeur - commenta le sénateur socialiste Borras, membre de la commission d'enquête des prisons. - *Cet homme doit répondre en justice de la mort d'Agustin car il est le responsable direct».*

Voici le récit des compagnons de prison de Agustin qui furent témoins de son agonie et subirent également des mauvais traitements.

«Vers 9 h 30, le 13 on découvrit d'une façon un peu obscure l'existence d'un tunnel dans le couloir de la 7ème galerie. Sur le champ apparurent le chef des services accompagné de toute l'équipe des fonctionnaires de service ce jour-là qui convoquèrent arbitrairement quelques prisonniers qui nettoyaient à ce moment le réfectoire. Parmi eux était Agustin Rueda, furent aussi appelés plusieurs détenus sur le simple prétexte qu'ils étaient fichés comme fuguistes.

Vers 10 h 30 Agustin Rueda fut transféré aux cellules des condamnés à mort où apparurent immédiatement 15 à 20 fonctionnaires. Durant une heure furent conduits aux cellules des condamnés à mort 8 prisonniers dans l'ordre suivant...».

Mais laissons les compagnons d'infortune de Agustin nous donner une idée de ce que fut le supplice et l'agonie qui dura plus de 15 heures sans aucune assistance médicale, qui ne suscita pas le moindre geste

de pitié - ne disons pas chrétienne mais simplement humaine - notant au passage que le chapelain du Centre, si il n'intervint pas, assista aux faits sans proférer le moindre mot pour empêcher le massacre dont étaient victimes les torturés.

Pedro Garcia Pena: *«J'ai entendu les coups, les cris et hurlements que poussa Agustin pendant presque une heure. Ils le frappaient avec des matraques de caoutchouc et des gantelets de fer. Il perdit connaissance cinq fois et fut réanimé par des seaux d'eau. A chaque fois qu'il se plaignait ou demandait l'assistance d'un médecin, non seulement ils ne le satisfaisaient pas mais augmentaient son châtiment».*

José Luis de la Vega G.: *«Quand on amena Agustin tous les fonctionnaires présents se précipitèrent sur lui matraque en main. Les cris étaient horribles, lis l'appelaient «fils de pute» alors qu'il demandait seulement aide et secours. Ils terminèrent en le jetant comme un chien. Il ne sentait plus ses jambes. Je vis seulement qu'ils lui donnaient un suppositoire. Il eut une longue et cruelle agonie. Il n'y a pas de mots pour le dire».*

Felyé Romeo T.: *«J'ai vu comment le frappait avec des matraques et un coup de poing américain aux nœuds de métal un fonctionnaire nommé Lara. La seule assistance médicale qu'on lui procura fut un suppositoire».*

J. Gonzalès S.: *«Quand je me suis réveillé et ai repris connaissance j'ai vu Agustin jeté sur un matelas, immobile. Il demanda qu'on l'emmène aux waters car il ne pouvait bouger. A cette demande les fonctionnaires répondirent: «ou tu te lèves ou nous te levons à coups de matraque». Je l'ai aidé mais il avait déjà fait ses besoins dans son pantalon. J'ai vu aujourd'hui que le juge a emmené dans un sac le pantalon. A l'exception des jambes, le reste de son corps était noir. Il ne reconnaissait plus personne. Il ne pouvait remuer, il ouvrait seulement les yeux. Je l'ai entendu dire: «au secours, un médecin s'il vous plaît. Qu'on me coupe les jambes, je ne les sens plus, je meurs. Depuis midi 30 à 23 heures il demanda avec insistance un médecin».*

Alfredo Casai O: *«Vers 15 h 15 on me jeta dans une cellule où se trouvaient Agustin et Melero, le premier allongé en linge de corps et avec quelques couvertures m'a murmuré: «Alfredo, je ne sens plus mes pieds, assieds-toi dessus, je ne les sens plus. Alfredo, vais-je perdre mes jambes? demande que vienne un médecin s'il te plaît, demande car je vais mourir.*

Une demi-heure plus tard arriva le docteur B. avec un aide sanitaire et il lui piqua plusieurs fois avec une aiguille de 4 centimètres de long dans divers endroits de la jambe et de la plante des pieds sans qu'Agustin sentit les piqûres, il avait les jambes toute blanches car le sang n'y circulait plus. Le docteur ordonna de lui donner une pommade Tautum. Pendant ce temps le dit médecin, debout à côté d'Agustin lui donnait des coups de pieds d'une intensité moyenne dans le flanc gauche en disant: «pour tes jambes c'est l'humidité du tunnel que tu as creusé. Dis moi combien de fois tu y es entré, dis-le moi». Agustin répondit «je balayais».

Vers 16 heures le médecin s'en alla. Agustin se plaignait de ses jambes, demandant de l'eau chaude qu'on lui donna. Je lui ai enveloppé les jambes avec deux couvertures et le corps avec quatre autres. En vain, il ne sentait toujours pas ses jambes et demandait de l'aide sans qu'aucun fonctionnaire ne l'assistât. A 20 heures je lui introduisis dans la bouche une orange de celles qu'on avait eues au repas. Il avait bu a peu près trois litres d'eau.

A partir de 21 heures il ne pouvait plus parler, seulement geindre et gémir. Ses yeux commençaient à se révulser. A 22 h 30 quatre prisonniers vinrent pour le transporter à l'infirmerie. Ils essayèrent de le mettre debout mais il s'évanouit. On dut l'emmener sur le matelas à l'infirmerie.

Devant l'état de gravité alarmant de la victime on la conduisit à l'infirmerie où pour unique traitement on lui appliqua sur le corps des bouillottes d'eau chaude pour le faire réagir. Le 14, vers une heure du matin, il réagit et reprit connaissance, ses premières paroles étant «où suis-je», «qui êtes-vous?»; aussitôt il se plaignit de souffrir de tout le corps, il demandait pardon et qu'on ne le torture plus. Ensuite, pour toute assistance médicale on lui servit sur sa demande une orange avec du citron et du sel et on l'abandonna vers 3 h 30. Agustin mourut entre cette heure-là et 7 h 30».

Ce témoignage est confirmé par deux autres compagnons de torture de Agustin.

Jusqu'à 10 h 30 rien ne transpira. C'est à ce moment que fut averti Jésus Maddad, directeur général des prisons pénitentières **(2)**. Dès que la nouvelle fut connue les avocats des prisonniers, l'Association des familles et amis de prisonniers et ex-prisonniers, la C.N.T., la commission du Sénat et l'administration elle-même commencèrent l'enquête.

---

(2) Il a, depuis lors, été victime, le 22 mars, d'un attentat que la C.N.T. a eu la prudence de désavouer; par contre la centrale anarcho-syndicaliste a assumé ses responsabilités en organisant une manifestation et une action en justice.

L'EUROCOMMUNISME ET L'ETAT...

Santiago Carrillo a écrit ce livre en 1976 lorsque la clandestinité le contraignait à une certaine inactivité. Il s'y propose d'y définir et d'y défendre un nouveau style de communisme qui s'ébauche actuellement dans divers pays d'Europe occidentale et viserait à l'hégémonie *«de la classe ouvrière et des forces de la culture»* dans chacun de ces pays tout en y étendant les application des principes démocratiques.

En bref cet «eurocommunisme» triomphera tout seul, progressivement, irrésistiblement, mais il a besoin de se faire aimer.

Pendant 250 pages Carrillo fait sa campagne de séduction tous azimuts, méthodiquement, laborieusement, humblement. En fait il défend son produit contre toute critique, mais ce produit qui ne devrait déplaire à personne plaira-t-il à quelqu'un?

Carrillo part de la constatation que l'Etat, instrument «non négligeable» au servire de la classe dominante doit et peut être démocratisé, et devenir un instrument valable pour construire une société socialiste. Avec tout le respect qu'il doit aux grands maîtres du marxisme, Carrillo, tout en protestant de sa fidélité aux principes note qu'il y a eu quelques changements dans la structure et les fonctions de l'état depuis Marx, Engels et Lénine. L'Etat n'a plus un rôle essentiellement coercitif: il a un rôle idéologique et contrôle le développement économique. Son aire d'influence est de temps en temps vaste, ses employés de temps en temps nombreux, or il est au service d'une minorité, le grand capital, de temps en temps réduite. Il devient perméable aux courants politiques et idéologiques.

Les appareils idéologiques de l'État:

La fonction idéologique de l'état se trouve donc entravée, contrariée par une résistance au sein des propres appareils idéologiques: l'Eglise dont Carrillo salue l'évolution depuis Vatican II affirme de temps en temps son indépendance vis-à-vis du capitalisme, ceci à des degrés divers, dans tous les pays catholiques et à tous les niveaux de la hiérarchie. Pas un instant Carrillo ne met en doute la sincérité de l'église. Il fait entièrement sienne la thèse d'une crise de l'Eglise, qui n'affecte pas (Dieu merci) la foi chrétienne. *«Dans certains cas* (la crise) *peut signifier, au contraire, une sorte d'épanouissement de cette foi. En se rapprochant du marxisme, beaucoup de chrétiens ont revivifié leur foi. Nous, les communistes, disons qu'avec la venue de chrétiens au parti, celui-ci a acquis une nouvelle dimension. Mais je me demande si on ne pourrait pas ajouter que le même phénomène s'est produit en ce qui concerne la foi de nos militants chrétiens».*

Comme le dit Carrillo, ni Marx ni Engels ni Lénine ne pouvaient prévoir cela. Dieu lui-même en est peut-être tout surpris.

Les autres appareils idéologiques de l'Etat sont l'Education et la Famille.

Pour l'Education, en mai 1968 *«dans les universités et centres d'enseignement une grande partie des forces de la culture a fait un bond vers la prise de conscience du fait que dans l'actuelle société capitaliste leur situation était devenue semblable pour l'essentiel à celle de la classe ouvrière».*

Or le capitalisme a de temps en temps besoin de scientifiques et de techniciens.

«Sans aucun doute, l'Université doit occuper aujourd'hui une place privilégiée dans l'activité des forces politiques révolutionnaires. Non seulement à cause de la grande concentration des masses juvéniles qui s'y trouve et qui est disponible pour l'action, mais parce que c'est là que se forment les cadres des appareils idéologiques de la société et que le fait de semer des idées marxistes et progressistes, tout au long de son enseignement constitue un des moyens les plus efficaces pour assurer le retournement au moins partiel de ces appareils idéologiques».

La Famille enfin n'est plus ce qu'elle était (ce n'est pas de la faute des communistes, précise Carrillo, mais de la déshumanisation croissante de la vie au sein du système capitaliste) et en Espagne *«les fils de ceux qui gagnèrent la guerre s'affrontent politiquement à leurs parents, contestent leurs positions et réussissent même à obtenir, parfois, une certaine modification des attitudes paternelles».*

Si Dieu leur en laisse le temps, les vieux Franquistes mourront peut-être Républicains, mais en attendant, il existe toujours en Espagne une droite puissante et c'est elle qui gouverne avec l'aide des signataires du pacte de la Moncloa dont les communistes, jeunes et vieux.

La Justice est, elle aussi, infiltrée par des minorités qui prennent au sérieux l'idée de l'indépendance du pouvoir judiciaire. *«On peut imaginer que ce phénomène se généralisera et que l'opposition à la justice*

bourgeoise traditionnelle deviendra beaucoup plus importante». Ça ne mange pas de pain.

Les systèmes politiques bourgeois:

Carrillo passe ensuite en revue les systèmes d'alliance des partis politiques qui, dans les divers pays d'Europe, soutiennent le capitalisme. Il revient satisfait de cette revue car il note partout, peu ou prou, des lézardes et des signes d'instabilité dans les dits systèmes politiques - particulièrement en Europe du Sud - la chute des dictatures s'est produite au Portugal et en Grèce et Franco a fini par mourir.

En Italie où *«le système politique de centre-gauche qui avait été possible durant la période de vaches grasses s'est épuisé... un nouveau système d'alliances entre les forces politiques et sociales capables d'accéder au pouvoir d'Etat à partir de la gauche, est en train de se dessiner»*. (Que le P.C.I. soutienne le grand capital qu'importe?) l'essentiel n'est-il pas qu'il progresse et supplante dans son rôle d'auxiliaire de la bourgeoisie la démocratie chrétienne discréditée?).

Quant à la France... c'est *«l'Union de la gauche, s'il y avait aujourd'hui des élections, l'Union de la Gauche bénéficierait de la majorité des suffrages!»* C'est sans doute vrai tous les jours sauf le jour des élections.

En conclusion: *«Il paraît évident que le commencement de la rupture de l'équilibre à l'intérieur du système des partis et des organisations qui avaient garanti le développement du capitalisme peut se produire aujourd'hui dans les pays de l'Europe du Sud, qu'un changement favorable au socialisme peut aujourd'hui venir de là».*

Reste que la pression yankee freine le processus et démolit les efforts du P.C. en le présentant comme l'agent de Moscou. Il importe de démasquer l'ineptie d'une telle propagande. «Dans ce sens l'indépendance des partis communistes par rapport à l'Etat soviétique et aux autres Etats socialistes est aussi essentielle que la définition théorique et pratique d'une voie démocratique sans équivoque». Eh oui! pas facile tout ça.

De même *«la révolution socialiste n'est désormais plus exclusivement nécessaire au prolétariat mais aussi à l'immense majorité de la population».*

«Dans cette perspective, nous, les communistes, devons nous habituer... à penser, à assumer les problèmes globaux de la Société».

Dernier aspect de la crise des appareils idéologiques: les moyens d'information; actuellement ils représentent l'«opium du peuple» le plus dangereux. Il faut donc lutter pour leur libération.

«C'est seulement à condition que la culture soit libre que les forces révolutionnaires et progressistes pourront conquérir leur hégémonie» ce mélange de liberté et d'hégémonie rend perplexe.

Bref il importe maintenant, ce n'est plus utopique, *«de conquérir des positions, dans la mesure du possible, dominantes pour les idées révolutionnaires dans ce que sont aujourd'hui les appareils idéologiques de la Société»* pour retourner ceux-ci contre les classes qui sont au pouvoir.

La Société capitaliste développée porte le socialisme en son sein. Après la citation de Lénine que la bienséance exige, Carrillo note *«les réformismes ont appelé socialisme tout un ensemble de changements structuraux et de mesures de politique sociale qui se sont réalisés dans les pays capitalistes développés. Il est évident qu'il y avait là une falsification du concept de socialisme étant donné que le système capitaliste existe toujours. Mais parfois, nous les communistes, obsédés par le changement qualitatif que représente la prise du pouvoir, avons sous-estimé les modifications graduelles... qui, objectivement, commencent à briser les formes du système».*

Falsification chez les uns, lucidité chez les autres:

Ces modifications graduelles sont: le développement extraordinaire des forces productives - la nécessité même pour les multinationales de recourir à l'Etat planificateur - l'obligation pour l'Etat d'assumer aussi des fonctions sociales - l'approfondissement des différences entre la minorité oligo-monopoliste et l'ensemble de la Société - la plus grande indépendance des anciennes colonies.

Les appareils coercitifs de l'État:

La plupart des changements de régime se sont produits à la suite d'un conflit militaire, à la faveur de la déroute d'une armée nationale. Il serait suicidaire d'espérer aujourd'hui la défaite consécutive à une guerre

mondiale. Il ne reste donc qu'à démocratiser l'armée et la police. La police, Carrillo évoque mai 1968 en France, le flottement dans la police et l'armée. Ne pas prendre pour autant Carrillo pour un enfant de mai: pas un mot sur les initiateurs du mouvement, le regret que la gauche n'ait été ni unie ni prête (à la différence d'aujourd'hui dit-il sans rire) et que tout ait été gâché par des groupes sans maturité et anarchiques qui firent peur *«et réduisirent l'influence de la gauche sur les masses, qui avait pourtant été puissante à un moment donné»*, que d'injustice en ce bas monde! Pourtant si par réaction le pouvoir gaulliste ne put aller plus loin *«on le doit sûrement à l'exemple de responsabilité dont fit preuve la classe ouvrière»,* sans doute un coup de chapeau à Grenelle. Autres phénomènes intéressants: les dissensions au sein de l'armée française - le fait que lors des dernières élections à Rome par exemple une partie importante des forces de l'ordre ait voté pour le P.C.I. Carrillo se réjouit que certaines armées de l'OTAN comme la hollandaise comportent des syndicats sans que leur efficacité en soit affectée (sauf peut-être pour les coups d'état).

La situation est donc encourageante: il s'agit de l'exploiter intelligemment et d'abord de changer d'attitude face aux appareils, coercitifs ou non, de l'Etat. Il faut persuader la police de poursuivre les malfaiteurs, de veiller à la circulation, etc... *«Mais quel besoin a donc la société d'habiller en martiens des milliers de policiers pour les lancer avec des moyens modernes répressifs contre les grévistes ou des manifestations populaires?»* s'interroge Carrillo. Il faut changer les mentalités. *«Que les directeurs s'habituent à voir des manifestations revendicatives et à recevoir dans leurs bureaux les délégations qu'elles auront désignées pour négocier avec eux! Qu'ils s'habituent à dialoguer avec le peuple!».* C'est pourtant simple! et plus économique pour tout le monde. L'Etat lui-même y gagnerait parce que le contrôle syndical empêcherait la fraude fiscale. Lumineuse argumentation! Bref il faut être plus bienveillant vis-à-vis des policiers *«qui se sentent entourés par l'antipathie et la réserve de la population et obligés d'accomplir des tâches démoralisantes»* et *«s'intéresser aux problèmes matériels, sociaux et professionnels qui se posent dans ce domaine»*. L'Armée: même chose vis-à-vis de l'armée, traditionnellement liée au capital. *«Le maintien de la politique coloniale et aussi l'anti-soviétisme ont permis de maintenir et d'enrichir la panoplie des armes idéologiques qui liaient les forces armées à l'ordre social existant»*. Aussi en 1939 le haut commandement français se trouvait-il devant un dilemne: *«Défendre l'intégrité de la patrie alliée à la Russie contre une Allemagne nazie ou bien défendre l'ordre social traditionnel en capitulant devant l'Allemagne contre la Russie».*

«La tragique et spectaculaire défaite de la France en 1940 - qui ne peut s'expliquer autrement - est due à la crise politico-sociale de ses forces armées qui n'était qu'un reflet de celle qui traversait les classes dominantes». Le P.C.F. n'a-t-il jamais connu de tels déchirements? Ce genre d'affirmation est caractéristique de Carrillo: la cause de la défaite incombe uniquement aux divisions de l'état-major ou à la Russie. Ces divisions ne sont qu'un reflet et donc la cause est ailleurs.

Vient ensuite l'énumération des différentes crises morales de l'armée française vraiment bien sympathique et bien malheureuse, allez, d'avoir du faire tout ce qu'elle a fait. Sans compter tous les problèmes de conscience que lui posent l'armement nucléaire et l'OTAN.

Le chef doit désormais être un technicien prestigieux par son savoir et son intelligence. *«Il doit pouvoir se réintégrer dans la vie civile sans que cela suppose un recul dans son statut social. Pourquoi? parce que tous ceux qui entrent dans la carrière militaire n'ont pas la possibilité de devenir des généraux»* (!) Carrillo prévoit à côté de l'armée permanente une armée de tout le peuple capable de prendre les armes et de livrer des combats défensifs dans sa région ou d'intervenir en d'autres lieux en l'espace de quelques heures; une industrie nationale d'armement assurant l'indépendance par rapport à l'étranger.

Il faut lutter pour la décentralisation de l'Etat. Un Etat décentralisé étant mieux contrôlé par les élus du peuple et plus facile à transformer en Etat apte à atteindre le socialisme par la voie démocratique.

Il faut enfin renoncer à un appareil d'Etat qui soit un appareil de parti. Il s'agit en fait de créer un appareil d'Etat qui obéisse à tout moment fidèlement aux élus du peuple et qui ne puisse être manipulé contre la volonté du peuple.

Le modèle de Socialisme démocratique:

La voie démocratique vers le socialisme suppose la coexistence de formes publiques et privées de propriété pendant une longue période.

Cette coexistence posera bien des problèmes si, comme le veut Carrillo, il faut ménager tout le monde et pourtant assurer l'hégémonie du bloc historique constitué par les forces de travail et de la culture, - sur le secteur public et privé - l'hégémonie en question se réalisera par la planification, articulation d'un ensemble de plans multiples élaborés à tous les niveaux et non résultat d'une décision bureaucratique imposée d'en haut.

Mais Carrillo sait déjà qu'il faudra accorder une importance primordiale à l'alimentation. On reste

volontairement très vague sur les façons de *«combiner l'initiative privée avec des formes de coopérations à des degrés différents, il faudra* (comment ?) *stimuler le rendement économique aussi bien que le processus de transformation sociale».*

Une explication sur le mot d'ordre *«la terre à celui qui la travaille»* aboutissant aussi bien à une distribution individuelle de terres qu'à la création de coopératives - ne nous dit pas s'il y aura des expropriations, si ce mot d'ordre sera appliqué. L'Etat devra également faire des miracles dans le domaine de la pêche dont il modernisera la flotte.

La planification démocratique devra aussi trouver des sources d'énergie assurant l'indépendance nationale. Le programme continue par l'amélioration de la qualité de la vie, l'éducation gratuite pour tous, socialisation de la médecine sans s'opposer au libre exercice de la profession mais *«en multipliant les moyens nécessaires aux soins médicaux et sanitaires, à la recherche, ou encore par la formation d'un personnel nombreux, bien qualifié, convenablement rémunéré et socialement considéré»*. L'énumération continue et il y en aura pour tout le monde, y compris pour les propriétaires dont on surveillera bien un peu les bénéfices, mais *«qui pourront s'organiser non seulement économiquement mais dans un ou plusieurs partis politiques représentatifs de leurs intérêts». «Tout ceci signifie que la lutte des classes continuera de s'exprimer ouvertement... La résolution des différences sociales suivra un processus naturel et ne sera pas la conséquence de mesures coercitives».*

Pas de soucis non plus pour le cadre supérieur qui pour peu qu'il tienne compte de la démocratie de base et agisse en s'insérant dans un plan d'ensemble... *«aura la satisfaction personnelle d'être un homme dont l'utilité sociale du travail sera reconnue non seulement par un groupe monopoliste, mais par l'ensemble de la collectivité».*

La seconde moitié du livre est destinée à désarmer les derniers réfractaires à la séduction, les communistes orthodoxes: *«je vois déjà les doctrinaires clamer que ceci est du «pur réformisme»*... Carrillo s'attelle à la tâche infiniment fastidieuse de démontrer que la pensée soviétique n'a pas démérité, mais...

Tout le chapitre V *«les racines historiques de l'Eurocommunisme»* est consacré à la recherche de précédents historiques, d'explication des échecs (Front populaire en France, guerre d'Espagne) d'un parrainage chez les grands maîtres du marxisme et le livre s'achève sur un plaidoyer respectueux pour l'abolition de la dictature du prolétariat sans encourir l'hérésie.

Il ne vaut guère la peine de lire ce livre faussement rigoureux, ennuyeux, au style embarrassé, empêtré dans les contradictions et les sinuosités inéluctables dans ce genre de littérature destinée à ne heurter personne. Genre de littérature dont nous sommes rassasiés jusqu'à la nausée après cette période électorale.

En fait les thèses filandreuses de Carrillo et du communisme européen veulent justifier péniblement la coexistence pacifique: leur similitude avec les thèses de la bourgeoisie, favorables les unes et les autres à la disparition de la notion de classe ouvrière au profit de l'union nationale (le Peuple de France) de la participation (devenue autogestion ou gestion tripartite).

Les tenants de ces thèses ne pourront quoiqu'ils disent et s'efforcent de faire croire, que diluer les luttes ouvrières dans des actions inefficaces, qu'à les dévier vers des objectifs politiques opposés à l'intérêt des travailleurs (élections, «élargissement» de la majorité, participation de ministres «de gauche» au gouvernement) et retarder leur émancipation.

Gérard MAHÉ.

L'ANARCHO-SYNDICALISTE
Organe de l'Union des Anarcho-Syndicalistes
Nouvelle Série - Mensuel
Prix: le numéro, 3,00 F; Abonnement 10 numéros : 25,00 F; Abonnement de soutien : 60,00 F
C. C. P. ROUYER Claude N° 3 894 46 V NANTES
CORRESPONDANCE : Serge MAHE, 12, rue du Danube 44300 St-HERBLAIN - Tél.: 40-22-78
Le Gérant : A. HEBERT
Imprimerie AUNEAU - NANTES